

Le Bureau national de l'Union syndicale SOLIDAIRES, réunie le 13 décembre 2018, a pris connaissance du projet de licenciements dits économiques fomenté par le gouvernement néolibéral contre l'AFPA.

Depuis sa création en 1949, l'AFPA, Agence nationale de formation professionnelle des adultes, est l'outil national de formation qualifiante des demandeur-euses d'emploi, sur l'ensemble du territoire. Un-e actif-ve sur huit en France est formé-e par l'AFPA, qui forme près de 150 000 personnes par an, avec un taux de réussite supérieur à 80% aux titres professionnels et un taux d'accès à l'emploi de 66% dans les 6 mois qui suivent la formation.

Le projet de l'Etat est de le casser en fermant un quart de ses centres de formation (40 sur 160) et en supprimant 1 500 emplois permanents sur 6 000, pour répondre aux injonctions patronales de ne plus financer sur fonds publics la formation qualifiante.

Ces choix gouvernementaux ne sont dictés que par des considérations idéologiques, dans le contexte d'une marchandisation galopante de la formation professionnelle, et non par des considérations économiques, comme on veut le présenter.

Ainsi, ce ne sont pas des licenciements économiques, mais politiques.

Les 4 OS représentatives de l'AFPA (CGT, CFDT, FO et SUD FPA Solidaires) ne s'y sont pas trompées et ont créé un front intersyndical de refus de toute négociation de ce prétendu PSE ; intersyndicale dont le mot d'ordre est « 0 licenciement – 0 fermeture de centre ».

Le personnel de l'AFPA, fortement mobilisé pour la préservation de son outil de travail et de formations qualifiantes de haut niveau pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire, s'est mis en grève le 6 décembre et a manifesté dans Paris pour faire entendre ses revendications. Avec 2 000 manifestant-es et 35% de grévistes, c'est une réussite.

Le Bureau national de SOLIDAIRES apporte tout son soutien aux actions de défense de l'AFPA engagées par son personnel, partout où elles se mettent en place dans les territoires et au plan national.

Il demande à toutes les structures nationales de l'Union syndicale SOLIDAIRES et aux SOLIDAIRES locaux de soutenir les actions de terrain des salarié-es de l'AFPA.

Il réaffirme son attachement à la mission nationale de service public de l'AFPA.

Il appelle à signer et faire signer [la pétition nationale de l'intersyndicale](#)* pour la défense et la promotion d'une AFPA forte dans le service public de l'emploi et de la formation professionnelle (pétition signée à ce jour par plus de 10 000 personnes)

Paris, le 13 décembre 2018

* https://www.change.org/p/intersyndicale-afpa2018-gmail-com-oui-%C3%A0-des-ouvertures-%C3%A0-tous-partout-en-france-non-%C3%A0-la-casse-de-l-afpa?recruiter=391206438&utm_source=share_petition&utm_medium=copypink&utm_campaign=share_petition